

La contradiction entre les succès économiques de l'U. R. S. S. et la bureaucratisation du régime

On ne peut pas élaborer les bases d'une politique révolutionnaire « dans un seul pays ». Le problème de la Révolution allemande est à présent indissolublement lié au problème de la direction politique en U. R. S. S. Cette liaison doit être comprise à fond.

La dictature du prolétariat est la réponse à la résistance des classes privilégiées. La limitation de la liberté dérive du régime de guerre de la Révolution, c'est-à-dire des conditions de la guerre de classe. A ce point de vue, il est parfaitement évident que la consolidation intérieure de la République des Soviets, son développement économique, l'affaiblissement de la résistance de la bourgeoisie, surtout les succès de la « liquidation » de la dernière classe capitaliste, des koulaks, devraient amener la floraison de la démocratie dans le Parti, dans les syndicats et dans les Soviets.

Les stalinistes ne se lassent pas de répéter que « nous sommes déjà entrés dans le socialisme », que l'actuelle collectivisation signifie par elle-même la liquidation des koulaks comme classe et que déjà le prochain plan quinquennal doit achever ces processus. S'il en est ainsi, pourquoi donc ce même procès amène-t-il le complet étouffement du Parti, des organisations syndicales et des Soviets par l'appareil bureaucratique qui, à son tour, a pris le caractère du bonapartisme plébiscitaire ? Pourquoi pendant la famine et la guerre civile la vie débordait-elle dans le Parti et il ne venait à l'idée de personne de se demander : peut-on ou non critiquer Lénine ou le C. C. tout entier ? tandis que maintenant la moindre divergence avec Staline entraîne l'exclusion du Parti et les repréailles administratives ?

La menace de guerre de la part des états capitalistes ne peut en aucune façon expliquer et encore moins justifier l'accroissement de l'autocratie des bureaucrates. Si dans la société socialiste-nationale les classes sont plus ou moins liquidées, cela voudrait dire le commencement de l'atrophie de l'Etat. La société socialiste peut opposer une résistance victorieuse à l'ennemi extérieur précisément en tant que société socialiste, non comme état de dictature prolétarienne, encore moins comme état bureaucratique.

Nous ne parlons pas de l'atrophie de la dictature : trop tôt, nous ne sommes pas encore « entrés dans le socialisme ». Nous parlons d'autre chose. Nous demandons : comment s'explique la dégénérescence bureaucratique de la dictature ? Où est la source de l'inique, mons-

truseuse, terrifiante contradiction entre les succès de la construction socialiste et le régime de la dictature personnelle s'appuyant sur un appareil impersonnel, qui saisit à la gorge la classe dominante du pays ? Comment expliquer que l'économie et la politique se développent dans des directions directement opposées ?

Les succès économiques sont très grands. Du point de vue économique, la Révolution d'Octobre s'est complètement justifiée dès maintenant. Les coefficients élevés de la croissance économique expriment irréfutablement que les méthodes socialistes possèdent des avantages énormes même pour la solution des problèmes de la production qui, en Occident, furent résolus au moyen des méthodes capitalistes. Combien grandioses seront les avantages de l'économie socialiste dans les pays avancés ? Cependant le problème posé par l'insurrection d'Octobre n'est pas encore résolu même dans sa forme ébauchée.

La bureaucratie stalinienne qualifie l'économie de « socialiste » d'après ses prémisses et ses tendances. Cela ne suffit pas. Les succès économiques de l'Union Soviétique se développent toujours sur la base d'un niveau économique peu élevé. L'industrie nationalisée passe par les stades que passèrent il y a déjà longtemps les nations capitalistes avancées. L'ouvrière qui fait la queue possède son propre critérium du socialisme et ce critérium « consommateur », selon l'expression méprisante du bureaucrate, est dans cette question, décisif. Dans le conflit entre les points de vue de l'ouvrière et ceux du bureaucrate, nous, opposition de gauche, sommes du côté de l'ouvrière contre le bureaucrate qui exagère les succès, masque les contradictions accumulées et saisit l'ouvrière à la gorge pour qu'elle ne puisse pas critiquer.

L'an dernier, un brusque tournant a été fait du salaire égal au salaire différentiel (travail aux pièces). Il est absolument incontestable qu'en présence d'un bas niveau des forces productives et, par conséquent, de la culture générale, l'égalité des salaires est irréalisable. Mais cela signifie aussi que le problème du socialisme ne se résout pas seulement au moyen des formes sociales de la propriété, mais pré suppose une certaine puissance technique de la société. Cependant, la croissance de la puissance technique fait déborder automatiquement les forces productives des frontières nationales.

En rétablissant le salaire différentiel qui avait été prématurément aboli, la bureaucratie qualifia le salaire égal de principe « koulakiste ». C'est un non-sens évident qui démontre à quel degré d'hypocrisie et de fausseté se sont fourrés les stalinistes. En effet, il aurait fallu dire : « Nous étions trop loin avec les méthodes égalitaires de salaire ; nous sommes encore loin du socialisme ; puisque nous

sommes encore très pauvres, il nous faut revenir en arrière, à des méthodes de salaires mi-capitalistes ou koulakistes ». Nous le répétons : il n'y a pas ici de contradiction avec les buts socialistes. Il y a ici seulement une contradiction irréconciliable avec les falsifications bureaucratiques de la réalité.

Le recul au salaire aux pièces fut le résultat de la résistance d'une économie arriérée. De tels pas en arrière, il y en aura encore beaucoup, surtout dans le domaine de l'économie agraire où a été effectué un bond administratif en avant trop grand.

L'industrialisation et la collectivisation s'exécutent avec les méthodes de commandement bureaucratique unilatéral et sans contrôle sur les masses travailleuses. Les syndicats sont complètement privés de la possibilité d'agir sur les rapports entre la consommation et l'accumulation. La différenciation de la paysannerie est pour le moment liquidée non pas tant économiquement qu'administrativement. Les mesures sociales de la bureaucratie pour la liquidation des classes devancent extraordinairement le processus fondamental, le développement des forces productives. Cela amène la hausse du prix de revient dans l'industrie, la baisse de la qualité de la production, la hausse des prix, le manque d'objets de consommation et offre comme perspective la menace d'un renouveau de chômage.

La tension extrême de l'atmosphère politique dans le pays est le résultat des contradictions entre la croissance de l'économie soviétique et la politique économique de la bureaucratie qui, ou bien retarde monstrueusement sur les nécessités de l'économie (1923-1928) ou bien, effrayée de son propre retard, se lance en avant pour rattraper le temps perdu par des mesures purement administratives (1928-1932). Là aussi le zigzag de droite est suivi par le zigzag de gauche. Dans les deux zigzags, la bureaucratie entre en contradiction avec les réalités de l'économie et, par conséquent, avec l'état d'esprit des travailleurs. Elle ne peut leur permettre de la critiquer — ni quand elle retarde, ni quand elle se lance trop en avant.

La pression sur les ouvriers et les paysans, la bureaucratie ne peut l'exercer autrement qu'en privant les travailleurs de la participation à la solution des problèmes de leur propre travail et de tout leur avenir. Là réside le plus grand danger ! En politique, la peur continuelle de la résistance des masses mène à « un court-circuit » de la dictature bureaucratique et personnelle.

Cela signifie-t-il qu'il faille réduire les rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation ? Pour une certaine période — sans aucun doute. — Mais il se peut que cette période soit de très courte durée. La participation des travailleurs eux-mêmes à la direction du pays,

de sa politique et de son économie, le contrôle effectif sur la bureaucratie, la croissance du sentiment de responsabilité des dirigeants envers les dirigés, tout cela produira un effet incontestablement favorable sur la production même, diminuera les frottements intérieurs, réduira au minimum les zigzags économiques si coûteux, assurera une plus saine distribution des forces et des moyens et, en dernier ressort, augmentera le coefficient général du développement. La démocratie soviétique est avant tout une nécessité vitale de l'économie elle-même. Au contraire, le bureaucratisme recèle en lui de tragiques surprises économiques.

Observant dans son ensemble l'histoire de la période des épigones dans le développement de l'U. R. S. S., il n'est pas difficile d'arriver à la conclusion que la prémisse politique fondamentale de la bureaucratisation du régime fut la fatigue des masses après les secousses de la Révolution et la guerre civile. Dans le pays régnaient la famine et les épidémies. Les questions de la politique furent reléguées au dernier plan. Toutes les pensées se dirigeaient vers le morceau de pain. A l'époque du communisme de guerre, tout le monde avait une ration de famine égale. Le passage à la N. E. P. apporta les premiers avantages économiques. La ration devint plus abondante, mais tout le monde n'en bénéficiait pas. L'instauration de l'économie des marchandises amena le calcul du prix de revient, la rationalisation élémentaire, le licenciement des usines des ouvriers en surnombre. Les succès économiques marchèrent longtemps au même pas que la croissance du chômage.

Il ne faut pas l'oublier un seul instant : le renforcement de la puissance de l'appareil s'appuya sur le chômage. Après les années de famine l'armée de réserve faisait peur à chaque prolétaire à l'état. L'éloignement des usines des ouvriers indépendants et d'esprit critique, les listes noires des oppositionnels devinrent un des instruments les plus importants et les plus efficaces entre les mains de la bureaucratie stalinienne. Sans cette condition, elle n'aurait jamais réussi à étouffer le Parti léniniste.

Les succès économiques ultérieurs amenèrent graduellement la liquidation de l'armée de réserve des ouvriers industriels (le surpeuplement agraire masqué par la collectivisation conserve encore toute son étendue). Aujourd'hui l'ouvrier industriel ne craint déjà plus d'être jeté à la rue. D'après son expérience quotidienne il sait que le manque de prévoyance et l'arbitraire de la bureaucratie lui rendent difficile la solution des problèmes. La presse soviétique dénonce les différents ateliers et usines qui ne donnent pas un champ suffisant à l'initiative ouvrière, à l'esprit d'invention, etc. : comme si l'on pouvait enfermer l'initiative du prolétariat dans les ateliers, comme si les ateliers étaient des oasis de démo-